CHANCELLERIE D'ETAT

1. SECRETARIAT

1.1. Personnel

Mme Séverine Despland a été nommée secrétaire générale dès le 1^{er} janvier en remplacement de M. Bernard Gicot qui a été mis au bénéfice de la retraite.

Par ailleurs, pour remplacer Mme Séverine Despland de son ancienne fonction de secrétaire a été engagée, dès le 1^{er} janvier, Mme Katia Jacot.

1.2. Feuille officielle

Durant l'exercice, nonante-sept numéros ont été publiés. La part au bénéfice de l'Etat s'élève à 93.174 francs (96.248 francs en 2000).

1.3. Légalisations

2390 pièces ont été légalisées.

1.4. Droits politiques

a) Elections

Election du Grand Conseil

Du 8 avril. Les cent-quinze sièges du parlement étaient à repourvoir. Ont été élus : 25 radicaux (24 en 1997), 35 libéraux-ppn (38), 39 socialistes (41), 7 populistes (6), 7 écologistes (5), 2 SolidaritéS (1).

Participation au scrutin : 44,11 %.

Les résultats détaillés de cette élection ont été publiés dans la Feuille officielle No 29, du 20 avril. La liste nominative des députés figure à la rubrique Grand Conseil.

Election du Conseil d'Etat

Du 8 avril. Ont été élus :

MM.	Pierre Hirschy	25.157	suffrages
	Thierry Béguin	24.134	suffrages
Mme	Sylvie Perrinjaquet	22.443	suffrages

Ont obtenu des suffrages :

M.	Bernard Soguel	16.790	suffrages
Mme	Monika Dusong Marquis	16.411	suffrages
MM.	Jacques-André Maire	15.900	suffrages
	André Babey	8.002	suffrages
Mmes	Claudine Stähli-Wolf	7.982	suffrages
	Marianne Ebel	7.730	suffrages
M.	François Bonnet	7.147	suffrages

Participation au scrutin : 44,17%

Le second tour a été fixé au dimanche 29 avril. Par arrêté du 11 avril, le Conseil d'Etat, considérant que le nombre de candidats proposé pour le second tour était égal au nombre des sièges à pourvoir, a proclamé élus tacitement Mme Monika Dusong Marquis et M. Bernard Soguel.

Les résultats détaillés de cette élection ont été publiés dans la Feuille officielle No 29, du 20 avril.

b) Votations

Votations fédérales

4 mars

- Sur l'initiative populaire du 30 juillet 1996 « Oui à l'Europe ! ». Résultat du canton : 31.412 oui ; 39.635 non ; participation au scrutin : 69.14%. Résultat de la Confédération : 597.217 oui ; 1.982.549 non ; participation au scrutin : 55%. L'initiative a été rejetée.
- Sur l'initiative populaire du 12 décembre 1997 « pour des médicaments à moindre prix ». Résultat du canton : 18.149 oui ; 53.081 non ; participation au scrutin : 69.08%. Résultat de la Confédération : 791.589 oui ; 1.774.129 non ; participation au scrutin : 55%. L'initiative a été rejetée.
- Sur l'initiative populaire du 16 mars 1999 « pour plus de sécurité à l'intérieur des localités grâce à une vitesse maximale de 30 km/h assortie d'exceptions (Rues pour tous) ». Résultat du canton : 13.036 oui ; 58.701 non ; participation au scrutin : 69.12%. Résultat de la Confédération : 525.609 oui ; 2.063.314 non ; participation au scrutin : 55%. L'initiative a été rejetée.

10 juin

- Sur la modification du 6 octobre 2000 de la loi sur l'armée et l'administration militaire (LAAM) (armement). Résultat du canton : 25.437 oui ; 24.981 non ; participation au scrutin : 49.41%. Résultat de la Confédération : 1.002.271 oui ; 963.336 non ; participation au scrutin : 42%. Le projet a été accepté.
- Sur la modification du 6 octobre 2000 de la loi sur l'armée et l'administration militaire (LAAM) (coopération en matière d'instruction). Résultat du canton : 26.042 oui ; 24.147 non ; participation au scrutin : 49.41%. Résultat de la Confédération : 1.001.300 oui ; 956.496 non ; participation au scrutin : 42%. Le projet a été accepté.
- Sur l'arrêté fédéral du 15 décembre 2000 portant abrogation de la disposition constitutionnelle soumettant l'érection des évêchés à l'approbation de la Confédération. Résultat du canton : 29.199 oui ; 18.263 non ; participation au scrutin : 49.14%. Résultat de la Confédération : 1.194.556 oui, 666.108 non ; participation au scrutin : 42%. Le projet a été accepté par le peuple et les cantons.

2 décembre

- Sur l'arrêté fédéral du 22 juin 2001 concernant un frein à l'endettement. Résultat du canton : 39.490 oui ; 9.671 non ; participation au scrutin : 48.11%. Résultat de la Confédération : 1.472.259 oui ; 265.090 non ; participation au scrutin : 37%. Le projet a été accepté par le peuple et les cantons.
- Sur l'initiative populaire du 22 mai 1996 « pour garantir l'AVS – taxer l'énergie et non le travail ». Résultat du canton : 10.608 oui ; 38.532 non ; participation au scrutin : 48.07%. Résultat de la Confédération : 397.747 oui ; 1.342.001 non ; participation au scrutin : 37%. L'initiative a été rejetée.
- Sur l'initiative populaire du 10 septembre 1999 « pour une politique de sécurité crédible et une Suisse sans armée ». Résultat du canton : 15.432 oui ; 34.124 non ; participation au scrutin : 48.13%. Résultat de la Confédération : 384.905 oui ; 1.372.420 non ; participation au scrutin : 37%. Le projet a été rejeté par le peuple et les cantons.
- Sur l'initiative populaire du 10 septembre 1999 « La solidarité crée la sécurité : pour un service civil volontaire pour la paix (SCP) ». Résultat du canton : 16.800 oui ; 32.365 non ; participation au scrutin : 48.09%. Résultat de la Confédération : 404.870 oui ; 1.339.221 non ; participation au scrutin : 37%. L'initiative a été rejetée.
- Sur l'initiative populaire du 5 novembre 1999 « pour un impôt sur les gains en capital ». Résultat du canton : 20.512 oui ; 28.930 non ; participation au scrutin : 48.14%. Résultat de la Confédération : 594.927 oui ; 1.149.182 non ; participation au scrutin : 37%. L'initiative a été rejetée.

Votations cantonales

4 mars

- Sur le décret du 4 octobre 2000 portant octroi d'un crédit de 72.5 millions de francs pour la onzième étape de restauration et d'aménagement des routes cantonales et ouvrages pour piétons et cyclistes. Résultat : 46.701 oui ; 22.364 non ; participation au scrutin : 68.73%.
- Sur la loi du 4 octobre 2000 portant révision de la loi sur la taxe des véhicules automobiles, des remorques et des bateaux. Résultat : 17.059 oui ; 51.112 non ; participation au scrutin : 68.63%.

10 juin

- Sur la loi du 6 février 2001 sur les structures d'accueil de la petite enfance. Résultat : 39.136 oui ; 10.937 non ; participation au scrutin : 49.67%.
- Sur la loi du 6 février 2001 portant révision de la loi sur l'école enfantine. Résultat : 38.377 oui ; 11.549 non ; participation au scrutin : 49.48%.

Votations communales

Marin-Epagnier – 4 mars. Arrêté du Conseil général, du 21 novembre 2000, concernant la fixation du coefficient fiscal à 75% de l'échelle de l'Etat. L'arrêté a été refusé par 1.296 non contre 456 oui.

Coffrane – 4 mars. Arrêté du Conseil général, du 15 novembre 2000, fixant à 110% le coefficient de l'impôt communal. L'arrêté a été refusé par 325 non contre 42 oui.

Noiraigue – 29 avril. Arrêté du Conseil général, du 15 janvier 2001, acceptant la modification du barème unique de référence (taux à 120% dès le 1^{er} janvier 2001). L'arrêté a été refusé par 195 non contre 25 oui.

Le Locle – 13 mai. Arrêté du Conseil général, du 30 novembre 2000, fixant à 105% le coefficient de l'impôt communal. L'arrêté a été refusé par 2.537 non contre 1.616 oui.

La Chaux-de-Fonds – 13 mai. Arrêté du Conseil général, du 18 décembre 2000, concernant l'adoption du coefficient d'impôt communal à appliquer au barème de référence. L'arrêté a été refusé par 7.196 non contre 4.930 oui.

Valangin – 10 juin. Arrêté du Conseil général, du 20 novembre 2000, fixant à 102% le coefficient de l'impôt communal. L'arrêté a été refusé par 129 non contre 62 oui.

Valangin – 9 septembre. Initiative populaire « pour une augmentation raisonnable des impôts », demandant que le coefficient de l'impôt communal soit fixé à 95%, et le contre-projet du Conseil général, du 18 juin 2001, fixant à 100% le coefficient de l'impôt communal. L'initiative a été acceptée par 128 oui contre 62 non. Le contre-projet a été rejeté par 125 non contre 61 oui.

Lignièrès – 2 décembre. Arrêté du Conseil général, du 26 avril 2001, acceptant « l'ouverture d'un crédit de 47.000 francs pour l'aménagement d'un abri forestier au Gibet (variante 2) ». L'arrêté a été refusé par 185 non contre 135 oui.

Peseux – 2 décembre. Arrêté du Conseil général, du 5 avril 2001, acceptant « un crédit de 500.000 francs pour les locaux de la Jeunesse de la Côte ». L'arrêté a été refusé par 1.202 non contre 863 oui.

Les Geneveys-sur-Coffrane – 2 décembre. Demande de crédit de 414.000 francs pour la finalisation des mesures de modération du trafic. L'arrêté a été refusé par 450 non contre 153 oui.

c) Initiatives et référendums

Le décret concernant la recevabilité matérielle de l'initiative « Pour une réduction des impôts pour tous » a été adopté par le Grand Conseil le 5 février.

L'initiative « Pour que l'Onde reste Verte » a été retirée par déclaration du comité d'initiative le 27 mars.

L'initiative « Assurance-maternité cantonale » a été déposée le 6 juin et a recueilli 6.732 signatures valables.

L'initiative « Contribution éducative » a été déposée le 6 juin et a recueilli 6.500 signatures valables.

L'initiative « Structures d'accueil » a été déposée le 6 juin et a recueilli 6.675 signatures valables.

Les décrets concernant la recevabilité matérielle de ces trois initiatives ont été adoptés par le Grand Conseil le 3 octobre.

Le référendum contre la loi portant modification de la loi sur la taxe des véhicules automobiles, des remorques et des bateaux avait recueilli 11.312 signatures valables. Par votation du 4 mars, le peuple a rejeté cette loi par 51.112 non contre 17.059 oui. La participation au scrutin a été de 68.73%.

Aucun référendum n'a été lancé au cours de cet exercice.

1.5. Conférence des secrétaires généraux

Instituée par un arrêté du Conseil d'Etat du 17 février 1999, la Conférence des secrétaires généraux est notamment chargée de coordonner les activités intéressant l'ensemble des départements de l'administration cantonale.

Présidée par le chancelier d'Etat, elle s'est réunie en séance plénière à six reprises en 2001. Elle a par ailleurs formé plusieurs groupes de travail spécifiques.

Elle a traité de nombreux dossiers dont notamment la formation des secrétariats généraux (finalisation), les missions des secrétaires généraux (suite du dossier), le programme de législation (organisation du travail) et le nouveau site Internet.

1.6. Centenaires

Durant l'exercice, 20 personnes ont reçu un présent de l'Etat à l'occasion de leur entrée dans la centième année (12 femmes et 8 hommes).

2. COMMUNICATION

Le 5 octobre 2001, le Conseil d'Etat a inauguré le nouveau site Internet de la République et Canton de Neuchâtel www.ne.ch. La volonté du Conseil d'Etat était de développer un nouvel outil répondant aux exigences de communication moderne et qui constitue une vitrine attractive des activités de l'Etat. Fin 1998, le Conseil d'Etat a constitué un groupe de travail, présidé par le chancelier d'Etat, chargé de reprendre à sa base la conception du premier site cantonal, datant de 1995.

Le nouveau site est l'aboutissement d'un vaste chantier qui a duré plus de deux ans et au cours duquel son contenu et son ordonnancement ont été totalement redéfinis: la matière est ainsi présentée de façon thématique et non organisationnelle. Un système de navigabilité aisé a en outre été privilégié. Ce sont les services qui assurent le maintien et le développement du site pour les données qui les concernent directement.

Ce nouveau site se veut évolutif. Actuellement, il recense environ 25% d'unités administratives publiantes. La volonté du Conseil d'Etat est d'arriver à 75% d'unités publiantes d'ici fin 2002.

Au cours du deuxième semestre 2002, ce site deviendra interactif: la création d'un Guichet unique permettra au citoyen de réaliser un certain nombre d'opérations depuis chez lui et, grande révolution, de voter électroniquement, cela dans le courant 2003. Dans le cadre de ce vaste projet, baptisé eVoting, le canton de Neuchâtel a été reconnu comme canton pilote avec Genève et Zurich par la Confédération.

3. SERVICE DU GRAND CONSEIL

3.1. Grand Conseil

a) Mutations

Avant l'élection du 8 avril aucune mutation n'a été enregistrée.

Dès le 18 juin, M^{me} Patricia de Pury, socialiste, a remplacé M. Claude Grosjean, démissionnaire, et dès le 1^{er} octobre, MM. Laurent Aquilon, libéral-PPN, et Jean-Pierre Veya, popiste, ont respectivement remplacé MM. Nicolas Aubert et Francis Portner, démissionnaires.

b) Composition après élection

Suite à l'élection du 8 avril, les 115 sièges ont été répartis comme suit:

25 radicaux (R), 35 libéraux-PPN (L-PPN), 39 socialistes (S), 7 popistes (POP), 7 écologistes (E&L) et 2 SolidaritéS (Sol).

c) Etat nominatif des membres du Grand Conseil

Amez-Droz Laurent	Marin-Epagnier	L-PPN
Amstutz Marcel	La Chaux-de-Fonds	L-PPN
Aubert Nicolas	Le Locle	L-PPN
Augsburger Charles-Henri	La Chaux-de-Fonds	S
Badet Jean-François	Bevaix	S
Barben Michel	La Chaux-de-Fonds	L-PPN
Baudoin Jean-Claude	Bôle	L-PPN
Bauer Philippe	Auvernier	L-PPN
Béguin Jean-Gustave	La Sagne	L-PPN

Béguin Marie-Laure	Saint-Blaise	R
Berger Jean-Claude	Saint-Blaise	S
Bernoulli Elisabeth	Hauterive	L-PPN
Berthet Elisabeth	La Chaux-de-Fonds	R
Berthoud Francis	Neuchâtel	S
Bertschi Christiane	Colombier	S
Besancet Jacques	Corcelles	L-PPN
Bise Michel	Enges	S
Blandenier Christian	Chézard-Saint-Martin	L-PPN
Blaser Armand	Fontainemelon	S
Bois Béatrice	Neuchâtel	S
Bonhôte Pierre	Neuchâtel	S
Bonnet François	La Chaux-de-Fonds	E&L
Borel Claude	Enges	S
Bosshart Gérard	La Chaux-de-Fonds	L-PPN
Bovet Agnès	Cortailod	S
Bringolf Alain	La Chaux-de-Fonds	POP
Burkhard Roger	Colombier	L-PPN
Castella Pierre	Le Locle	L-PPN
Comte Raphaël	Corcelles	R
Cottier Damien	Le Landeron	R
Crameri Adriano	Marin-Erganier	S
Cuche François	Les Geneveys-sur-Coffrane	S
Cuche Frédéric	Le Pâquier	S
de la Reussille Denis	Le Locle	POP
de Meuron Ursula	Chézard-Saint-Martin	L-PPN
de Montmollin Jean-Frédéric	Cressier	L-PPN
de Montmollin Violaine	Auvernier	L-PPN
de Pury Nicolas	Neuchâtel	E&L
Debély Martial	La Chaux-de-Fonds	S
Debély Roland	Cernier	R
Debrot Laurent	Chambrelieu	E&L
Desaulles-Bovay Muriel	Couvet	R
Droguett Marcelo	Le Locle	POP
Duvoisin Odile	Cortailod	S
Ebel Marianne	Neuchâtel	Sol
Erard Patrick	La Chaux-de-Fonds	E&L
Erard Pierrette	Neuchâtel	S
Gehring Carol	Neuchâtel	E&L
Geiser Willy	La Chaux-de-Fonds	R
Gerber André	Hauterive	R
Giovannini Marina	La Chaux-de-Fonds	S
Graber Rolf	Le Locle	L-PPN
Grandjean Antoine	Neuchâtel	L-PPN
Grosjean Claude	Boudry	S
Grossmann Michel	Gorgier	R
Guillaume-Gentil-Henry Marianne	Colombier	S
Haag Willy	Bôle	R
Haeberli Philippe	Neuchâtel	R
Haefliger Jean-Marie	La Chaux-de-Fonds	L-PPN
Häsler Charles	Le Locle	L-PPN
Haussener Olivier	Saint-Blaise	L-PPN
Hirschy Gilbert	Les Brenets	E&L
Houlmann Viviane	La Chaux-de-Fonds	S
Humair Thérèse	Fleurier	L-PPN
Jeanneret Françoise	Neuchâtel	S
Jeanneret Jean-Marc	Le Landeron	L-PPN
Jeanneret Raoul	Fleurier	S
Jeanprêtre Pittet Marie-Claire	Neuchâtel	S
John Francine	La Chaux-de-Fonds	E&L

Juan Marc	Le Landeron	S
Karakash Jean-Nathanaël	Môtiers	S
Keller Boris	Vaumarcus	R
Kuhn-Rognon Joëlle	Neuchâtel	POP
Laurent Adrien	Bevaix	S
Loeffel François	Bevaix	R
Martin Jean	La Côte-aux-Fées	L-PPN
Matile Philippe	Villiers	R
Matthey Bernard	Montmollin	L-PPN
Mauler Olivier	Colombier	L-PPN
Meisterhans Frédéric	Boudry	L-PPN
Mermet Christian	Môtiers	S
Monnier Francis	Dombresson	L-PPN
Morel Yves	La Chaux-de-Fonds	R
Müller Devaud Silva	Neuchâtel	S
Nydegger Jean-Marc	Neuchâtel	L-PPN
Obrist André	Neuchâtel	L-PPN
Oesch Jean	Le Crêt-du-Loche	S
Opan-Du Pasquier Isabelle	Neuchâtel	L-PPN
Ory Gisèle	La Chaux-de-Fonds	S
Pavillon Gilles	Travers	R
Perdrizat Daniel	Neuchâtel	Sol
Perrin-Marti Florence	Le Locle	S
Perroset Maurice	La Chaux-de-Fonds	S
Portner Francis	La Chaux-de-Fonds	POP
Renevey Caryne	Boudry	S
Rossier Dominique Gilbert	Peseux	R
Rutti Françoise	Le Locle	R
Sandoz Pascal	Neuchâtel	R
Santschi Gérard	Le Locle	S
Schafroth Max	Thielle-Wavre	R
Schallenberger Catherine	Cressier	R
Schürch Daniel	Boudry	S
Schweingruber Valérie	La Chaux-de-Fonds	L-PPN
Siegenthaler Claudine	Dombresson	S
Spoletini Giovanni	La Chaux-de-Fonds	S
Staehli Francis	La Chaux-de-Fonds	POP
Stähli-Wolf Claudine	La Chaux-de-Fonds	POP
Surdez Manuela	La Chaux-de-Fonds	L-PPN
Tschanz Jacqueline	Corcelles	R
Vogel Stéphanie	La Chaux-de-Fonds	R
Vuilleumier Serge	La Chaux-de-Fonds	S
Walder Jean	Môtiers	L-PPN
Wälti Jean-Bernard	Coffrane	R
Zumsteg Bernard	Neuchâtel	R
Zweiacker Claude	Saint-Blaise	L-PPN

d) Présidence

La présidence a été assumée, jusqu'au 21 mai, par M. Raoul Jeanneret, socialiste, professeur, domicilié à Fleurier, puis par M. Roland Debély, radical, fondé de pouvoir, domicilié à Cernier.

e) Bureau

Dès la session de mai, le bureau est composé de la manière suivante:

Président:	M. Roland Debély
1 ^{er} vice-président:	M. Jean-Gustave Béguin
2 ^e vice-président:	M. Frédéric Cuche
1 ^{er} secrétaire:	M. Christian Blandenier
2 ^e secrétaire:	M ^{me} Gisèle Ory

Présidents de groupes:

- groupe radical M. Damien Cottier
- groupe libéral-PPN M. Michel Barben
- groupe socialiste M. Martial Debély
- groupe PopEcoSol M. Alain Bringolf

Le bureau du Grand Conseil a tenu 13 séances.

f) Scrutateurs et scrutateurs suppléants

Dès le 18 juin, les scrutateurs et scrutateurs suppléants sont les suivants: MM. Raphaël Comte, Frédéric Meisterhans, Serge Vuilleumier, Gérard Santschi, Jean-Marie Haefliger et M^{me} Béatrice Bois.

g) Commissions permanentes

Commission des naturalisations

La commission a tenu 5 séances.

Dès le 21 mai, la commission est composée de la manière suivante:

MM. Bernard Matthey, président, Jean Martin, Francis Monnier, André Obrist, M^{me} Françoise Rutti, vice-présidente, MM. Willy Geiser, Gérard Santschi, rapporteur, Claude Grosjean, Jean-Claude Berger, M^{mes} Claudine Siegenthaler et Joëlle Kuhn-Rognon.

M. Jean-François Badet a remplacé M. Claude Grosjean.

Dès le 1^{er} janvier 2002, date de l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution cantonale qui donne la compétence au Conseil d'Etat de statuer sur les naturalisations, la commission sera dissoute.

Commission des pétitions et des grâces

La commission a tenu 2 séances.

Dès le 21 mai, la commission est composée de la manière suivante:

MM. Jean Walder, président, Jacques Besancet, Jean-Marc Jeanneret, André Obrist, André Gerber, vice-président, François Loeffel, Serge Vuilleumier, rapporteur, Maurice Perroset, Marc Juan, M^{me} Claudine Siegenthaler et M. Marcelo Droguett.

Commission législative

La commission plénière a tenu 10 séances et le groupe de travail "Elections judiciaires" en a tenu 9.

Dès le 21 mai, la commission est composée de la manière suivante:

MM. Christian Blandenier, président, Laurent Amez-Droz, Philippe Bauer, Antoine Grandjean, M^{me} Valérie Schweingruber, M. Raphaël Comte, vice-président, M^{me} Marie-Laure Béguin, M. Willy Haag, M^{mes} Pierrette Erard, rapporteuse, Marie-Claire Jeanprêtre Pittet, MM. Michel Bise, Christian Mermet, Martial Debély, Daniel Perdrizat et Alain Bringolf.

Le groupe de travail "Elections judiciaires" a été désigné ainsi: M^{mes} Marie-Claire Jeanprêtre Pittet, présidente, Marie-Laure Béguin, MM. Christian Blandenier et Daniel Perdrizat. Ce groupe de travail ayant reçu de nouveaux mandats de la part de la commission législative, il portera dès la fin de l'année le nom de sous-commission judiciaire.

Commission de gestion et des finances (15 membres)

La commission plénière a tenu 7 séances et ses sous-commissions 19.

Dès le 21 mai, la commission est composée de la manière suivante:

MM. Claude Borel, président, M^{me} Odile Duvoisin, MM. Adrien Laurent, Jean-Nathanaël Karakash, Jean Oesch, Damien Cottier, vice-président, Jean-Bernard Wälti, Philippe Haeberli, Michel Barben, rapporteur, Marcel Amstutz, Olivier Haussener, M^{me} Thérèse Humair, MM. Bernard Matthey, Francis Staehli et Patrick Erard.

Bureau de la commission

- pour l'exercice 2000: MM. Pierre Golay, président, Claude Borel, vice-président, et Gilles Pavillon, rapporteur;
- pour l'exercice 2001: MM. Claude Borel, président, Damien Cottier, vice-président, et Michel Barben, rapporteur.
- pour l'exercice 2002: MM. Damien Cottier, président, Michel Barben, vice-président, et Jean Oesch, rapporteur.

Commission des affaires extérieures (15 membres)

La commission plénière a tenu 6 séances et plusieurs délégations ont été désignées pour participer à des séances à l'extérieur.

Dès le 21 mai, la commission est composée de la manière suivante:

M^{me} Marianne Guillaume-Gentil-Henry, présidente, M. Claude Borel, M^{me} Béatrice Bois, MM. Raoul Jeanneret, Adriano Crameri, M^{mes} Valérie Schallenberger, vice-présidente, Stéphanie Vogel, Jacqueline Tschanz, Isabelle Opan-Du Pasquier, rapporteuse, MM. Jean-Marie Haefliger, Olivier Mauler, M^{me} Ursula de Meuron, MM. de Montmollin Jean-Frédéric, Francis Portner et M^{me} Carol Gehringer.

M^{me} Claudine Stähli-Wolf a remplacé M. Francis Portner.

f) Commissions spéciales

Commission fiscalité

Elue le 22 novembre 2000, elle a été réélue le 21 mai 2001 dans la composition suivante:

M. Martial Debély, président, M^{me} Pierrette Erard, MM. Adriano Crameri, Francis Berthoud, Charles-Henri Augsburger, Yves Morel, vice-président, Bernard Zumsteg, M^{me} Elisabeth Berthet, MM. Rolf Graber, rapporteur, Laurent Amez-Droz, Jean-Claude Baudoin, M^{mes} Violaine de Montmollin, Manuela Surdez, M. Denis de la Reussille et M^{me} Marianne Ebel.

La commission a tenu 7 séances.

Commission loi sur les communes

Aucune mutation n'a été enregistrée parmi ses membres.

La commission a tenu 4 séances, parvenant ainsi au terme de ses travaux.

Commission Energie

Aucune mutation n'a été enregistrée parmi ses membres.

La commission a tenu 2 séances, parvenant ainsi au terme de ses travaux.

g) Autres commissions**Commission vérification des pouvoirs**

A teneur de l'article 40, alinéa 2, de la loi d'organisation du Grand Conseil (OGC), une commission de vérification des pouvoirs a été désignée, à la suite de l'élection cantonale du 8 avril, dans la composition suivante:

M^{me} Stéphanie Vogel, présidente, MM. Roland Debély, Jean-Marie Haefliger, vice-président, Boris Keller, Olivier Haussener, Jacques Besancet, M^{me} Thérèse Humair, M. Jean-François Badet, rapporteur, M^{me} Béatrice Bois, MM. Jean-Nathanaël Karakash, Raoul Jeanneret, Armand Blaser, Gérard Santschi, Denis de la Reussille, M^{mes} Francine John et Marianne Ebel.

La commission a tenu 1 séance, parvenant ainsi au terme de ses travaux.

Commission de rédaction

Dès le 21 mai, la commission de rédaction est composée de la manière suivante:

MM. Raphaël Comte, Jean-Claude Baudoin, Raoul Jeanneret et Laurent Debrot.

M. Claude Zweiacker a remplacé M. Jean-Claude Baudoin.

La commission n'a tenu aucune séance.

Groupe de travail "Informatisation du Grand Conseil"

Le groupe de travail a tenu 4 séances.

Il a été désigné le 21 mai dans la composition suivante:

MM. Michel Grossmann, Jean-Bernard Wälti, Jean Walder, Jean-Marc Nydegger, M^{me} Odile Duvoisin, MM. Daniel Schürch et Laurent Debrot.

Les commissions parlementaires ont ainsi tenu 70 séances, les sous-commissions de gestion et des finances 19.

h) Sessions

Le Grand Conseil a tenu 6 sessions, soit 20 séances:

- le 23 janvier (séance de relevée de la session de novembre 2000);
- les 5, 6 et 7 février;
- les 26 (matin et après-midi), 27 et 28 mars;
- le 21 mai (installation des nouvelles autorités);

- les 18, 19 et 20 juin (séance de relevée le 3 juillet);
- les 2 et 3 octobre;
- les 18, 19, 20 novembre (séances de relevée les 3 et 4 décembre).

j) Lois et décrets adoptés par le Grand Conseil

Le Grand Conseil a adopté les lois et décrets suivants:

23 janvier

- Loi portant révision de la loi sur les droits politiques (nombre minimal de députés par district).

5 février

- Décret portant octroi d'un crédit de 3.320.000 francs destiné à l'organisation de la journée cantonale, à la promotion des régions et du tourisme, à l'occasion de l'Expo.02.
- Décret concernant la recevabilité matérielle de l'initiative législative populaire cantonale "Pour une réduction des impôts pour tous".

6 février

- Loi sur les structures d'accueil de la petite enfance.
- Loi portant révision de la loi sur l'école enfantine.
- Décret portant octroi d'un crédit d'impulsion de 11.900.000 francs en faveur de l'intégration des technologies de l'information et de la communication dans les écoles neuchâtelaises.
- Décret portant octroi d'un crédit extraordinaire de 9.900.000 francs au titre des améliorations structurelles agricoles destiné:
 1. pour 5.900.000 francs à l'attribution de subventions pour l'exécution de travaux d'améliorations foncières cantonales
 2. pour 4 millions de francs aux constructions rurales et aux fosses à purin.
- Décret portant octroi d'un crédit extraordinaire de 1.100.000 francs pour l'assainissement de fermes de l'Etat.

7 février

- Décret portant octroi d'un crédit de 17.170.000 francs destiné à l'assainissement de Gaz Neuchâtelois S.A. GANSA, à Corcelles-Cormondèche, et au développement des énergies renouvelables.

26 mars

- Loi portant modification de la loi sur les établissements publics (LEP).
- Loi portant révision de la loi sur la taxe et la police des chiens.
- Décret soumettant au vote du peuple l'initiative législative populaire "Pour que l'Onde reste Verte".
- Loi portant révision de la loi sur les transports publics (LTP).
- Décret portant octroi d'un crédit supplémentaire de 478.000 francs destiné à l'augmentation de la subvention cantonale pour la communauté tarifaire des transports publics "Onde Verte" pour l'année 2001.

28 mars

- Décret portant approbation des comptes et de la gestion pour l'exercice 2000.

21 mai

- Décret portant validation des élections du Grand Conseil et du Conseil d'Etat.

18 juin

- Loi sur l'énergie (LCEn)

19 juin

- Décret fixant la date d'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution cantonale.
- Loi portant révision de la loi sur les droits politiques.
- Loi portant révision de la loi d'organisation du Grand Conseil.
- Loi portant révision de la loi sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration cantonale.
- Loi portant révision de la loi d'organisation judiciaire neuchâteloise.
- Loi portant révision de la loi d'introduction des titres huitième et huitième bis du code des obligations (bail à loyer et bail à ferme).
- Loi portant révision de la loi sur le statut de la fonction publique.
- Loi portant révision de la loi sur les communes.
- Loi portant révision de la loi sur les finances.
- Loi portant révision de la loi sur le droit de cité neuchâtelois.
- Loi portant révision de la loi sur les bourses d'études et de formation.

3 juillet

- Décret portant octroi d'un crédit de 9.100.000 francs pour l'acquisition d'un nouveau réseau radio cantonal destiné aux services de sécurité.
- Loi portant révision de la loi sur les contributions directes (LCdir).
- Décret portant approbation du concordat conclu entre l'Etat de Neuchâtel et l'Eglise réformée évangélique du canton de Neuchâtel, l'Eglise catholique romaine et l'Eglise catholique chrétienne.

2 octobre

- Décret portant adhésion du canton de Neuchâtel à la convention relative à la négociation, à la ratification, à l'exécution et à la modification des conventions intercantionales et des traités des cantons avec l'étranger.
- Décret portant adhésion du canton de Neuchâtel à la convention intercantonale créant la Haute école spécialisée santé-social de Suisse romande (HES-S2).
- Décret portant octroi d'un crédit de 1.480.500 francs en faveur du renforcement des installations de sécurité ferroviaires des Transports régionaux neuchâtelois (TRN) et des Transports en commun de Neuchâtel et environs (TN).
- Décret portant octroi d'un crédit d'étude de 625.000 francs pour la construction, à La Chaux-de-Fonds, d'un nouveau bâtiment destiné aux services de la police cantonale, aux juges d'instruction et au SIS des Montagnes neuchâteloises.

3 octobre

- Décret sur l'introduction à titre expérimental des moyens électroniques facilitant l'exercice des droits politiques (vote électronique, signature électronique).
- Décret concernant la recevabilité matérielle de l'initiative législative populaire cantonale "Assurance-maternité cantonale".
- Décret concernant la recevabilité matérielle de l'initiative législative populaire cantonale "Contribution éducative".
- Décret concernant la recevabilité matérielle de l'initiative législative populaire cantonale "Structures d'accueil".

19 novembre

- Loi portant révision de la loi sur le statut de la fonction publique.

21 novembre

- Décret concernant le budget de l'Etat pour l'exercice 2002.

3 décembre

- Loi portant révision de la loi sur les droits politiques (nombre de signatures des listes de candidats).
- Loi sur le fonds d'aide aux communes (LFAC).

4 décembre

- Loi portant révision de la loi d'organisation du Grand Conseil (OGC) (renvoi des rapports de la commission législative par le Grand Conseil).
- Loi portant révision de la loi sur les transports publics (LTP) (Conseil des transports).

j) Projets de lois et décrets à l'étude

A l'issue de la séance de relevée du 4 décembre, les projets de lois et de décrets à l'étude au sein des commissions parlementaires sont les suivants:

99.112**Projet de loi Jacques de Montmollin, du 22 mars 1999, portant révision de l'article 42, alinéa 2, de la loi sur le cinéma**

Projet transmis à la commission législative le 22 mars 1999.

99.152**Projet de loi du groupe socialiste, du 27 septembre 1999, portant révision de la loi sur le statut de la fonction publique**

Projet transmis à la commission législative le 28 septembre 1999.

99.158**Projet de loi du groupe PopEcoSol, du 29 septembre 1999, portant révision de la loi sur le statut de la fonction publique**

Projet transmis à la commission législative le 29 septembre 1999.

99.161**Projet de loi Charles Häsler et Serge Vuilleumier, du 29 septembre 1999, portant révision de la loi sur les transports publics**

Projet transmis à la commission législative le 29 septembre 1999.

00.168**Projet de loi du groupe libéral-PPN, du 21 novembre 2000, visant à modifier la loi concernant l'application de l'article 551 du code civil suisse et la perception d'un émolument en cas de dévolution d'hérédité**

Projet transmis à la commission fiscalité le 22 novembre 2000.

01.106**Projet de loi Adriano Cramer, du 6 février 2001, portant révision de la loi sur les subventions**

Projet transmis à la commission législative le 7 février 2001.

01.113

Projet de loi du groupe PopEcoSol, du 26 mars 2001, portant modification de la loi sur les contributions directes (LCdir) (Imposition des rentes AVS, art. 38)

Projet transmis à la commission fiscalité le 27 mars 2001.

01.120

Projet de loi Raphaël Comte, Stéphanie Vogel, Marie-Laure Béguin et Damien Cottier, du 19 juin 2001, sur le partenariat enregistré

Projet transmis à la commission législative le 19 juin 2001.

01.123

Projet de loi du groupe PopEcoSol, du 19 juin 2001, portant révision de la loi sur le droit de cité neuchâtelois

Projet transmis à la commission législative le 19 juin 2001.

01.124

Projet de loi Pascal Sandoz, du 19 juin 2001, portant révision de la loi sur les droits politiques (droit de vote des Suisses de l'étranger)

Projet transmis à la commission législative le 19 juin 2001.

01.125

Projet de loi du groupe PopEcoSol, du 19 juin 2001, portant révision de la loi sur les droits politiques (éligibilité des étrangers – répartition des sièges)

Projet transmis à la commission législative le 19 juin 2001.

01.126

Projet de loi du groupe radical, du 19 juin 2001, portant révision de la loi sur les droits politiques (incompatibilités)

Projet transmis à la commission législative le 19 juin 2001.

01.127

Projet de loi Adriano Crameri, du 19 juin 2001, portant révision de la loi sur les contributions directes (LCdir) (déductions générales, art. 36, lettre d)

Projet transmis à la commission fiscalité le 20 juin 2001.

01.129

Projet de loi du groupe PopEcoSol, du 19 juin 2001, portant révision de la loi d'organisation du Grand Conseil (accès à l'information – assermentation)

Projet transmis à la commission législative le 19 juin 2001.

01.130

Projet de loi du groupe radical, du 19 juin 2001, portant révision de la loi d'organisation du Grand Conseil (traitement des pétitions)

Projet transmis à la commission législative le 19 juin 2001.

01.131

Projet de loi du groupe PopEcoSol, du 19 juin 2001, portant révision de la loi d'organisation judiciaire neuchâteloise (assermentation – éligibilité)

Projet transmis à la commission législative le 19 juin 2001.

01.132

Projet de loi du groupe PopEcoSol, du 19 juin 2001, portant révision de la loi sur les communes (éligibilité des étrangers)

Projet transmis à la commission législative le 19 juin 2001.

01.150

Projet de loi du groupe PopEcoSol, du 2 octobre 2001, portant révision de la loi sur les contributions directes (LCdir) (déductions générales, art. 36, lettre g)

Projet transmis à la commission fiscalité le 3 octobre 2001.

01.165

Projet de loi Damien Cottier, du 21 novembre 2001, portant révision de la loi d'organisation judiciaire neuchâteloise (OJN) (élection des jurés cantonaux)

Projet transmis à la commission législative le 21 novembre 2001.

01.168

Projet de loi Bernard Matthey, du 21 novembre 2001, portant modification de la loi sur les eaux (contrôle réseau)

Projet transmis à la commission législative le 21 novembre 2001.

k) Bulletin officiel des délibérations du Grand Conseil

Le volume 164 (1998-1999) a été envoyé aux intéressés le 5 mai. Ce bulletin est désormais disponible aussi sous forme de CD-ROM et il est possible de le consulter sur le site Internet de l'Etat de Neuchâtel.

3.2. Personnel

Aucune mutation n'est intervenue au cours de cette année.

Pour faire face à la demande généralisée émanant des commissions parlementaires d'obtenir des procès-verbaux de leurs séances, ainsi qu'à la charge de travail supplémentaire due à la création de la commission des affaires extérieures, le service du Grand Conseil a procédé en juillet, août et septembre, à l'engagement de trois secrétaires procès-verbalistes sous contrat de droit privé, travaillant à temps partiel selon les besoins des commissions parlementaires.

3.3. Recueil de la législation neuchâteloise

Les suppléments 54, 55 et 56 (jour de référence 28 février 2001) du Recueil systématique de la législation neuchâteloise (RSN) ont été envoyés aux abonnés et publiés sur Internet, ainsi que le répertoire 2001.

4. SERVICE DE L'ECONOMAT ET DU MATERIEL SCOLAIRE**4.1. Organisation**

Suite à la réorganisation du service intervenue au 1^{er} janvier 2000, le service se compose actuellement d'un chef de service et de son adjoint, d'une secrétaire, d'un comptable, d'un collaborateur administratif, de deux collaborateurs techniques, d'un magasinier responsable et de deux magasiniers, soit dix personnes au total.

4.2. Personnel

Comme cela a été le cas les années précédentes, nous avons continué d'occuper des demandeurs d'emplois pour la préparation, la distribution et la livraison de la marchandise auprès des différents services et écoles du canton.

4.3. Achats (économat)

Les dépenses relatives aux fournitures de bureau ont pu être maintenues dans le cadre du crédit budgétaire et ceci malgré les constantes demandes de différents secteurs et la création de nouveaux services. Les crédits budgétaires attribués pour les imprimés et reliures ainsi que pour les achats de machines et leur entretien ont été suffisants.

L'économat travaille avec environ 150 fournisseurs et gère un stock d'environ un millier d'articles.

4.4. Revenus (économat)

Nos revenus proviennent principalement de la vente d'articles officiels aux communes, états civils, gérances d'immeubles et notaires.

4.5. Multigraphe

C'est un total général de 1.787.659 tirages que le multigraphe a effectué en 2001 contre 1.571.003 en 2000, soit une augmentation d'environ 12%.

4.6. Photocopies

Le volume des photocopies a atteint 14'798'266 exemplaires en 2001 contre 13'412'731 en 2000, soit une augmentation d'environ 9%.

4.7. Fournitures scolaires – Ecole enfantine

Le compte de l'école enfantine se présente de la façon suivante pour l'année 2001:

Livraisons de manuels à la charge de l'Etat et des communes	13.416,75
Crédit forfaitaire pour achat de matériel à la charge de l'Etat seul	<u>45.267.—</u>
Total	<u>58.683,75</u>
Selon les dispositions légales en vigueur, les dépenses entre l'Etat et les communes se répartissent comme suit: 20% Etat, 80% communes.	
Part à la charge de l'Etat: 20% de 13.416 fr. 75	2.683,35
Dépense à la charge de l'Etat seul	<u>45.267.—</u>
Total	47.950,35
Part à la charge des communes: 80% de 13.416 fr. 75	<u>10.733,40</u>
Total comme ci-dessus	58.683,75
Crédit budgétaire "Forfait école enfantine"	57.000.—
Crédit budgétaire "Fournitures scolaires école enfantine"	<u>19.000.—</u>
Total crédit accordé	76.000.—

Dépense totale	<u>58.683,75</u>
Solde	<u>17.316,25</u>

4.8. Fournitures scolaires – Enseignement primaire

Pour l'année 2001, le compte de fournitures scolaires se présente de la façon suivante:

Livraisons de matériel scolaire aux communes	1.296.715,20
Dépenses diverses	<u>21.689,90</u>
Dépenses totales à la charge de l'Etat et des communes	<u>1.318.405,10</u>
Part de l'Etat: 20% de 1.318.405 fr. 10	263.681.—
Part des communes: 80% de 1.318.405 fr. 10	<u>1 054.724,10</u>
Total comme ci-dessus	<u>1.318.405,10</u>

Le montant inscrit au budget étant de 1,32 million de francs, il y a donc un solde disponible de 1.594 fr. 90.

Dans les comptes ci-dessus sont comprises les dépenses faites pour les livraisons de manuels et de matériel aux classes primaires de 1^{re} à 5^e année pour les classes des institutions suivantes:

- Centres éducatifs Les Perce-Neige, Neuchâtel et La Chaux-de-Fonds
- Centre éducatif Clos-Rousseau, Cressier
- Centre pédagogique, Dombresson
- Centre pédagogique, Malvilliers
- Foyers d'enfants Les Billodes, Le Locle
- Centre I.M.C., La Chaux-de-Fonds

Le tableau suivant donne un aperçu de l'évolution des dépenses générales (Etat et Communes) et des dépenses moyennes par élève sur une période de dix ans, et plus particulièrement pour les cinq dernières années.

<i>Années</i>	<i>Dépenses générales Fr.</i>	<i>Nombre d'élèves</i>	<i>Dépense moyenne par élève Fr.</i>
1989	942.922,70	8.602	109,62
1997	1.144.372,70	10.232	111,84
1998	1.378.715,60	10.466	131,73
1999	1.349.518,30	10.753	125,50
2000	1.254.824,95	10.667	117,64
2001	1.318.405,10	10.467	125,96

Par rapport à l'exercice précédent, on enregistre une augmentation des dépenses de 63.580 fr. 15 et une baisse de l'effectif des élèves (-200). La dépense moyenne par élève augmente de 8 fr. 32.

Le service de l'économat et du matériel scolaire a entrepris, durant l'année, des travaux de réimpression de divers manuels d'enseignement et documents scolaires encore en vigueur dont les stocks devenaient épuisés.

Introduction cette année des nouveaux moyens d'enseignement de la mathématique en 5^e année.

Comme ces dernières années, les classes de développement ont eu la possibilité de commander du matériel spécialement adapté à ce genre d'enseignement.

4.9. Fournitures scolaires – Enseignement secondaire

Pour l'année scolaire 2001/2002, les dépenses totales se sont élevées à 1.390.348 fr. 40 pour l'ensemble des manuels et du matériel délivrés dans les classes d'orientation ainsi que dans les classes de la section de Maturités, modernes et préprofessionnelles.

La répartition de ces dépenses s'établit comme suit:

Part de l'Etat: 20% de 1.390.348 fr. 40	278.069,70
Part des communes: 80% de 1.390.348 fr. 40	<u>1.112.278,70</u>
Dépense totale	<u>1.390.348,40</u>

Le montant inscrit au budget étant de 1,25 million de francs + crédit supplémentaire de 150.000 francs, soit 1,40 million de francs, il y a un solde disponible de 9.651 fr. 60 qui représente 0,69% du crédit budgétaire accordé.

Le tableau ci-après permet de suivre l'évolution des dépenses totales et des dépenses moyennes par élève pour les cinq dernières années:

<i>Années</i>	<i>Dépenses totales (canton et communes) Fr.</i>	<i>Nombre d'élèves</i>	<i>Dépense moyenne par élève Fr.</i>
1997	1.250.923,85	7.148	175.—
1998	1.194.674,50	7.313	163,36
1999	1.160.322,30	7.439	155,98
2000	1.207.612,15	7.648	157,90
2001	1.390.348,40	7.869	176,69

Par rapport à l'exercice précédent, on enregistre un accroissement de l'effectif des élèves (+ 221) ainsi qu'une augmentation des dépenses de 182.736 fr. 25, ce qui fait monter de 18 fr. 79 la moyenne par élève.

Notre service a également réédité plusieurs ouvrages et documents scolaires.

4.10. Matériel général d'enseignement

Ecole enfantine

Bonification budgétaire 2001	7.000.—
Moins compensation sur compte 362.616 (mobilier)	<u>4.000.—</u>
Total	3.000.—
Subventions payées durant l'année	<u>2.908,70</u>
Solde	<u>91,30</u>

Les écoles enfantines de neuf communes ont bénéficié de subventions cantonales pour le matériel d'enseignement.

Enseignement primaire

Bonification budgétaire 2001	120.000.—
Moins compensation sur compte 362.613 (mobilier)	<u>40.000.—</u>
Total	80.000.—
Subventions payées durant l'année	<u>77.834,15</u>
Solde	<u>2.165,85</u>

Les écoles primaires de treize communes ont bénéficié de subventions cantonales pour le matériel général d'enseignement.

Comme l'année précédente, l'Etat a pris à sa charge différentes actions à prix réduit.

Des crédits spéciaux ont été mis à disposition afin de subventionner les forfaits accordés aux écoles pour:

- enseignement renouvelé du français, de 1^{re} à 5^e année
- activités créatrices manuelles, de 1^{re} à 5^e année
- activités créatrices sur textiles, de 3^e à 5^e année
- achat de petit matériel.

4.11. Mobilier scolaire

Ecole enfantine

Bonification budgétaire 2001	5.000.—
Plus compensation sur compte 362 615 (matériel)	<u>4.000.—</u>
Total	9.000.—
Subventions payées durant l'année	<u>8.627,85</u>
Solde	<u>372,15</u>

Onze communes ont bénéficié de subventions pour l'achat de mobilier.

Enseignement primaire

Crédit budgétaire 2001	70.000.—
Plus compensation sur compte 362.610 (matériel)	<u>40.000.—</u>
Total	110.000.—
Subventions payées durant l'année	<u>105.245.—</u>
Solde	<u>4.755.—</u>

Vingt communes ainsi que le Centre éducatif Perce-Neige de Neuchâtel, le Centre pédagogique de Malvilliers et les Foyers d'enfants "Les Billodes" du Locle ont bénéficié d'une subvention pour l'achat de mobilier divers.

4.12. Droits d'auteurs "Pro Litteris" et "Suissimage"

Redevance relative aux droits d'auteurs "Pro Litteris" et "Suissimage" due par les communes, selon arrêté du Conseil d'Etat du 20 décembre 2000.

Total des montants facturés pour:

- utilisation de base d'œuvres audiovisuelles "Suissimage"	44.180,90
- reproduction d'œuvres protégées (photocopies) "Pro Litteris"	<u>44.108.—</u>
	<u>88.288,90</u>

Selon les dispositions légales en vigueur, la répartition s'établit comme suit au prorata du nombre d'habitants par commune, selon recensement de la population au 31 décembre 2000:

Part de l'Etat: 20% de 88.288 fr. 90	17.657,80
Part des communes: 80% de 88.288 fr. 90	<u>70.631,10</u>
Total comme ci-dessus	<u>88.288,90</u>

Crédit budgétaire 2001	90.000.—
Total factures "Suissimage" et "Pro Litteris"	<u>88.288,90</u>
Solde	<u>1.711,10</u>

Neuchâtel, le 20 février 2002

Le chancelier d'Etat,
J.-M. REBER

TABLE DES MATIERES

1.	SECRETARIAT	1
1.1.	Personnel.....	1
1.2.	Feuille officielle	1
1.3.	Légalisations.....	1
1.4.	Droits politiques	1
1.5.	Conférence des secrétaires généraux	4
1.6.	Centenaires	4
2.	COMMUNICATION	5
3.	SERVICE DU GRAND CONSEIL.....	5
3.1.	Grand Conseil.....	5
3.2.	Personnel.....	15
3.3.	Recueil de la législation neuchâteloise	15
4.	SERVICE DE L'ECONOMAT ET DU MATERIEL SCOLAIRE	15
4.1.	Organisation	15
4.2.	Personnel.....	16
4.3.	Achats (économat).....	16
4.4.	Revenus (économat)	16
4.5.	Multigraphe	16
4.6.	Photocopies	16
4.7.	Fournitures scolaires – Ecole enfantine	16
4.8.	Fournitures scolaires – Enseignement primaire.....	17
4.9.	Fournitures scolaires – Enseignement secondaire	18
4.10.	Matériel général d'enseignement.....	18
4.11.	Mobilier scolaire	19
4.12.	Droits d'auteurs "Pro Litteris" et "Suissimage"	19